

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/207542]

4 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des modifications des statuts de la Société régionale wallonne du Transport

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment l'article 6;

Vu les statuts de la Société régionale wallonne du Transport, approuvés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990, tels que modifiés par :

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 juillet 1992;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 octobre 1996;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2001;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2011;

Vu la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2014 de ladite société;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

Arrête :

Article 1^{er}. Les modifications aux statuts de la Société régionale wallonne du Transport telles qu'elles ont été décidées par l'assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2014 et qui sont en annexe sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe

1) Un alinéa 2 est ajouté à l'article 11 :

« En cas d'émission d'obligations par la société, celles-ci pourront être sous la forme nominative ou dématérialisée. »

2) Un article 25^{bis} est ajouté. Il est libellé comme suit :

« § 1^{er}. Il est institué au sein du Conseil d'administration un Comité de rémunération et d'évaluation dont les missions sont :

- 1) de remettre un avis sur la mise en œuvre de la politique salariale globale du Groupe TEC;
- 2) de fixer les rémunérations des Administrateurs général et général adjoint et des Directeurs de la SRWT, ainsi que des Directeurs général et général adjoint et des Directeurs des Sociétés d'exploitation;
- 3) d'instruire les procédures de sélection et de recrutement des Administrateurs général et général adjoint de la SRWT ainsi que des Directeurs général et général adjoint des Sociétés d'exploitation, conformément au décret du 21 décembre 1989 et aux présents statuts;
- 4) de procéder aux évaluations périodiques des Administrateurs général et général adjoint de la SRWT ainsi que des Directeurs général et général adjoint des Sociétés d'exploitation, conformément au décret du 21 décembre 1989 et aux présents statuts.

§ 2. Le Comité est composé du Président et du Vice-Président du Conseil d'administration, ainsi que de trois autres membres désignés en son sein par le Conseil. Il est présidé par le Vice-Président du Conseil.

§ 3. Le Comité détermine par un règlement d'ordre intérieur le mode suivant lequel il exerce ses attributions en se conformant aux présents statuts.

Ce règlement est communiqué pour information au Conseil d'administration. »

3) Un article 25^{ter} est ajouté. Il est libellé comme suit :

- « § 1^{er}. Il est institué au sein du Conseil d'administration un Comité d'audit qui a pour objet :
- l'approbation de la politique d'audit interne proposée par le Directeur de l'Audit interne. Cette approbation porte sur les principaux objectifs de l'audit interne et sur les ressources nécessaires à leur réalisation;
 - l'approbation du programme annuel d'activités de l'audit interne proposé par le Directeur de l'Audit Interne.

Ce programme comprend l'ensemble des activités qui seront réalisées par les membres du service de l'Audit Interne sur l'année concernée, parmi lesquelles figurent essentiellement les missions d'audit;

- l'examen des rapports définitifs des missions d'audit présentés par le Directeur de l'Audit Interne et l'approbation des recommandations émises par l'Audit Interne;

- l'examen de la mise en œuvre des recommandations. Le Directeur de l'Audit Interne donne au Comité d'audit les informations sur les dispositions prises par les responsables des sociétés pour appliquer les décisions relatives aux récents audits.

- le suivi des états financiers, de l'efficacité du contrôle interne et de l'évaluation des risques;

- les relations avec l'audit externe.

§ 2. Le Comité est composé

- d'un Président et de quatre membres désignés en son sein par le Conseil d'administration,

- d'un membre indépendant expert en comptabilité et en audit désigné par le Conseil d'administration;

- de l'Administrateur général et de l'Administrateur général adjoint.

Le Directeur de l'Audit interne assure le secrétariat des réunions du Comité.

§ 3. Le Comité d'audit détermine par un règlement d'ordre intérieur le mode suivant lequel il exerce ses attributions en se conformant aux présents statuts. Le règlement est communiqué pour information au Conseil d'administration »

4) A l'article 31, les mots « de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint » sont supprimés.

5) Un sous-titre « Du Comité de Coordination » est inséré après l'article 31;

6) Un article 31bis est ajouté :

« Un Comité de Coordination est instauré au sein du Groupe TEC. Il est composé des Administrateurs général et général adjoint de la SRWT, et de l'ensemble des Directeurs généraux et Directeurs généraux adjoints des Sociétés d'exploitation.

Le Comité de Coordination a pour mission principale de coordonner les activités de la SRWT et des Sociétés d'exploitation afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et l'efficience du fonctionnement du Groupe TEC. Dans ce cadre, le Comité de Coordination est chargé notamment, sur proposition des Administrateurs généraux de la SRWT :

- de déterminer la stratégie à mettre en œuvre par le Groupe pour réaliser sa mission et atteindre ses objectifs;

- de prendre toutes les décisions sur les domaines qui relèvent de la politique commune du Groupe et sur les dossiers qui émanent des commissions fonctionnelles;

- d'arrêter les principaux processus en cohérence avec les attentes des parties prenantes et avec les objectifs stratégiques et de s'assurer de leur correcte déclinaison au sein des sociétés du Groupe;

- d'arbitrer les différends entre les sociétés du Groupe;

- de s'assurer que le management a identifié les risques majeurs et a pris les mesures adéquates pour les gérer;

- de déterminer la structure, l'organisation et le planning des projets développés à l'échelle du Groupe et de désigner leurs responsables;

- de superviser l'exécution des activités et des projets et d'analyser les résultats sur base d'indicateurs appropriés;

- de décider des adaptations et des mesures correctives qu'il estime nécessaires pour mener à bien les projets et atteindre les objectifs du Groupe;

- d'approuver les rapports de l'audit interne, les plans d'action qui en découlent et le suivi de leur exécution. »

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/207542]

4. DEZEMBER 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderungen an den Satzungen der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund der durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 genehmigten Satzungen der "Société régionale wallonne du Transport", abgeändert durch:

- den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Juli 1992;

- den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993;

- den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994;

- den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Oktober 1996;

- den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. September 2001;

- den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2005;

- den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2011;

Aufgrund des Beschlusses vom 11. Juni 2014 der außerordentlichen Generalversammlung besagter Gesellschaft;
Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und
Tierschutz,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Abänderungen an den Satzungen der "Société régionale wallonne du transport", so wie diese durch die außerordentliche Generalversammlung vom 11. Juni 2014 beschlossen wurden, und die nachstehend als Anlage beiliegen, werden genehmigt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 3 - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Dezember 2014

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung,
Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

ANLAGE

1° Dem Artikel 11 wird ein Absatz 2 hinzugefügt:

"Im Falle einer Ausgabe von Schuldverschreibungen durch die Gesellschaft, können diese in nominativer oder dematerialisierter Form sein."

2) Es wird ein Artikel 25bis hinzugefügt. Er lautet folgendermaßen:

" § 1. Innerhalb des Verwaltungsrats wird ein Entlohnungs- und Bewertungsausschuss eingerichtet, der folgende Aufgaben hat:

1) ein Gutachten über die Durchführung der allgemeinen Lohnpolitik der Gruppe TEC abgeben;

2) die Entlohnungen des Generalverwalters und des beigeordneten Generalverwalters und der Direktoren der "SRWT" ("Société régionale wallonne du Transport"), sowie der Generaldirektoren und beigeordneten Generaldirektoren und der Direktoren der Betriebsgesellschaften festlegen;

3) die Verfahren zur Auswahl und Anwerbung des Generalverwalters und des beigeordneten Generalverwalters der "SRWT" sowie der Generaldirektoren und beigeordneten Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften gemäß dem Dekret vom 21. Dezember 1989 und den vorliegenden Satzungen untersuchen;

4) die regelmäßigen Bewertungen des Generalverwalters und des beigeordneten Generalverwalters der "SRWT" sowie der Generaldirektoren und beigeordneten Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften gemäß dem Dekret vom 21. Dezember 1989 und den vorliegenden Satzungen vornehmen.

§ 2. Der Ausschuss setzt sich aus dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats, sowie aus drei anderen, vom Rat unter seinen Mitgliedern bezeichneten Mitgliedern zusammen. Den Vorsitz führt der stellvertretende Vorsitzende des Rates.

§ 3. Der Ausschuss legt unter Beachtung der vorliegenden Satzungen in seiner Geschäftsordnung die Art und Weise fest, wie er seine Befugnisse ausübt.

Diese Geschäftsordnung wird dem Verwaltungsrat zur Information übermittelt."

3) Es wird ein Artikel 25ter hinzugefügt. Er lautet folgendermaßen:

" § 1. innerhalb des Verwaltungsrats wird ein Auditausschuss eingerichtet, der folgenden Zweck hat:

- die Genehmigung der vom Direktor des internen Audits vorgeschlagenen internen Auditpolitik. Diese Genehmigung bezieht sich auf die hauptsächlichen Ziele des internen Audits und auf die zu deren Durchführung erforderlichen Ressourcen;

- die Genehmigung des vom Direktor des internen Audits vorgeschlagenen jährlichen Tätigkeitsprogramms des internen Audits.

Dieses Programm umfasst die gesamten, von den Mitgliedern des internen Auditdienstes innerhalb des betreffenden Jahres durchgeführten Tätigkeiten, bei denen es sich hauptsächlich um Prüfungsaufträge handelt;

- die Überprüfung der vom Direktor des internen Audits vorgelegten endgültigen Berichte der Prüfungsaufträge und die Genehmigung der vom internen Audit geäußerten Empfehlungen;

- die Überprüfung der Durchführung der Empfehlungen. Der Direktor des internen Audits gibt dem Auditausschuss die Informationen über die Bestimmungen, die von den Verantwortlichen der Gesellschaften zur Anwendung der Beschlüsse bezüglich der neuesten Audits festgelegt werden.

- die Überwachung der finanziellen Lagen, der Wirksamkeit der internen Kontrolle und der Einschätzung der Risiken;

- die Beziehungen mit dem externen Audit.

§ 2. Der Ausschuss setzt sich zusammen aus:

- einem Vorsitzenden und vier vom Rat unter seinen Mitgliedern bezeichneten Mitgliedern,

- einem vom Verwaltungsrat bezeichneten unabhängigen, im Bereich der Buchführung und des Audits sachverständigen Mitglied;

- dem Generalverwalter und dem beigeordneten Generaldirektor.

Der Direktor des internen Audits übernimmt das Sekretariat der Versammlungen des Ausschusses.

§ 3. Der Auditausschuss legt unter Beachtung der vorliegenden Satzungen in seiner Geschäftsordnung die Art und Weise fest, wie er seine Befugnisse ausübt. Die Geschäftsordnung wird dem Verwaltungsrat zur Information übermittelt"

4) In Artikel 31 werden die Wörter "des Generalverwalters und des beigeordneten Generalverwalters" gestrichen.

5) Nach Artikel 31 wird ein Untertitel "Koordinierungsausschuss" hinzugefügt;

6) Es wird ein Artikel 31bis hinzugefügt:

"Innerhalb der Gruppe TEC wird ein Koordinierungsausschuss eingerichtet. Er setzt sich aus dem Generalverwalter und dem beigeordneten Generalverwalter der "SRWT" und den gesamten Generaldirektoren und beigeordneten Generaldirektoren der Betriebsgesellschaften zusammen.

Der Koordinierungsausschuss hat hauptsächlich zur Aufgabe, die Tätigkeiten der "SRWT" und der Betriebsgesellschaften zu koordinieren, um die Kohärenz, Wirksamkeit und Effizienz der Arbeitsweise der Gruppe TEC zu gewährleisten. In diesem Rahmen wird der Koordinierungsausschuss unter anderem und auf Vorschlag der Generalverwalter der "SRWT" beauftragt:

- die Strategie zu bestimmen, die von der Gruppe zwecks der Durchführung ihrer Aufgabe und Erreichung ihrer Ziele anzuwenden ist;

- alle Beschlüsse über die unter die gemeinsame Politik der Gruppe fallenden Bereiche und über die von den funktionalen Ausschüssen ausgehenden Akten zu fassen;

- alle wichtigen Prozesse in Übereinstimmung mit den Erwartungen der beteiligten Parteien und den strategischen Zielsetzungen festzulegen und sich zu vergewissern, dass sie innerhalb der Gesellschaften der Gruppe korrekt umgesetzt werden;

- die Streitigkeiten zwischen den Gesellschaften der Gruppe zu schlichten;

- sich zu vergewissern, dass das Management die bedeutenden Risiken identifiziert hat und die geeigneten Maßnahmen zu deren Verwaltung getroffen hat;

- die Struktur, Organisation und Planung der auf Ebene der Gruppe entwickelten Projekte zu bestimmen und die Personen zu bezeichnen, die für diese verantwortlich sind;

- die Durchführung der Tätigkeiten und Projekte zu überwachen und die Ergebnisse auf der Grundlage angemessener Indikatoren zu analysieren;

- über die Anpassungen und die Abhilfemaßnahmen zu entscheiden, die er als notwendig erachtet, um die Projekte erfolgreich durchzuführen und die Ziele der Gruppe zu erreichen;

- die Berichte des internen Audits, die sich daraus ergebenden Aktionspläne und die Überwachung ihrer Durchführung zu genehmigen."

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/207542]

4 DECEMBER 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de statuten van de "Société régionale wallonne du Transport" goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990, zoals gewijzigd bij:

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 juli 1992;

- het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993;

- het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994;

- het besluit van de Waalse Regering van 31 oktober 1996;

- het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2001;

- het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2005;

- het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 2011;

Gelet op de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van bedoelde maatschappij van 11 juni 2014;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

Besluit :

Artikel 1. De bijgaande wijzigingen in de statuten van de "Société régionale wallonne du Transport" zoals beslist bij de buitengewone algemene vergadering van 11 juni 2014 worden goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 december 2014.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,
Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage

1) In artikel 11 wordt een tweede lid toegevoegd :

"In geval van uitgifte van obligaties door de maatschappij kunnen ze op naam of gedematerialiseerd worden uitgegeven."

2) Er wordt een artikel 25*bis* toegevoegd, luidend als volgt: " § 1. Binnen de Raad van bestuur wordt een Bezoldigings- en evaluatiecomité opgericht dat de volgende opdrachten heeft:

1) advies uitbrengen over de uitvoering van het globale loonbeid van de TEC-groep;

2) de bezoldigingen vaststellen van de Administrateur-generaal en van de adjunct-administrateur-generaal en van de directeurs van de "SRWT" alsook van de Directeur-generaal en van de Adjunct-directeur-generaal en de directeurs van de exploitatiemaatschappijen;

3) de procedures voor de selectie en de aanwerving van de Administrateur-generaal en van de adjunct-administrateur-generaal van de "SRWT" alsook van de Directeur-generaal en van de Adjunct-directeur-generaal van de exploitatiemaatschappijen overeenkomstig het decreet van 21 december 1989 en deze statuten onderzoeken;

4) overgaan tot de periodieke evaluaties van de Administrateur-generaal en van de adjunct-administrateur-generaal van de "SRWT" alsook van de Directeur-generaal en van de Adjunct-directeur-generaal van de exploitatiemaatschappijen overeenkomstig het decreet van 21 december 1989 en deze statuten;

§ 2. Het Comité bestaat uit de voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad van bestuur alsook uit drie andere leden die door de Raad uit zijn midden worden aangewezen. Het wordt door de ondervoorzitter van de Raad voorgezeten.

§ 3. Het Comité bepaalt aan de hand van een huishoudelijk reglement de wijze waarop het zijn bevoegdheden overeenkomstig deze statuten uitoefent.

Dit reglement wordt ter informatie aan de Raad van bestuur meegedeeld."

3) Er wordt een artikel 25*ter* toegevoegd, luidend als volgt :

" § 1. Binnen de Raad van bestuur wordt een Auditcomité opgericht dat hetgeen volgt tot doel heeft :

- de goedkeuring van het interne auditbeleid voorgesteld door de Directeur van de interne audit. Deze goedkeuring heeft betrekking op de voornamelijk doelstellingen van de interne audit en op de voor hun uitvoering nodige hulpbronnen;

- de goedkeuring van het jaarlijkse programma van de activiteiten van de interne audit voorgesteld door de Directeur van de interne audit.

Dat programma omvat het geheel van de activiteiten die door de leden van de dienst van de interne audit tijdens het betrokken jaar uitgevoerd zullen worden, waaronder voornamelijk de auditopdrachten;

- het onderzoek van de definitieve auditopdrachten voorgesteld door de Directeur van de interne audit en de goedkeuring van de aanbevelingen van de interne audit;

- het onderzoek van de uitvoering van de aanbevelingen. De directeur van de interne audit verstrekt het Auditcomité de inlichtingen over de maatregelen genomen door de verantwoordelijken van de maatschappijen om de beslissingen betreffende de recente audits toe te passen.

- de opvolging van de financiële toestanden, van de doeltreffendheid van de interne controle en van de evaluatie van de risico's;

- de betrekkingen met de externe audit.

§ 2. Het Comité bestaat uit :

- één voorzitter en vier leden die door de Raad van bestuur uit zijn midden worden aangewezen,

- een onafhankelijk lid, dat in boekhouding en audit deskundige is en dat door de Raad van bestuur aangewezen wordt;

- de Administrateur-generaal en de Adjunct-administrateur-generaal.

De Directeur van de interne audit neemt het secretariaat van de vergaderingen van het comité waar.

§ 3. Het Comité bepaalt aan de hand van een huishoudelijk reglement de wijze waarop het zijn bevoegdheden overeenkomstig deze statuten uitoefent. Dit reglement wordt ter informatie aan de Raad van bestuur meegedeeld."

4) In artikel 31 vervallen de woorden "van de administrateur-generaal en van de adjunct-administrateur-generaal";

5) Na artikel 31 wordt een ondertitel ingevoegd, luidend als volgt "Coördinatiecomité";

6) Er wordt een artikel 31*bis* toegevoegd :

"Er wordt een Coördinatiecomité binnen de TEC-groep opgericht. Dat comité bestaat uit de Administrateur-generaal, de Adjunct-administrateur-generaal van de "SRWT" en van het geheel van de directeurs-generaal en adjunct-directeurs-generaal van de exploitatiemaatschappijen.

Het Coördinatiecomité heeft als hoofdpdracht de activiteiten van de "SRWT" en van de exploitatiemaatschappijen te coördineren om de coherentie, de doeltreffendheid en de efficiëntie van de werking van de TEC-groep te verzekeren. In dit kader is het Coördinatiecomité op voorstel van de administrateurs-generaal van de "SRWT" met name belast met de volgende opdrachten :

- de door de groep uit te voeren strategie bepalen om zijn opdracht uit te voeren en zijn doelstellingen te bereiken;
- alle beslissingen over gebieden die vallen onder het gemene beleid van de groep en over dossiers die door de functionele commissies opgemaakt worden, nemen;
- de voornamelijke processen in coherentie met de verwachtingen van de ontvangende partijen en met de strategische doelstellingen vaststellen en zich van hun correcte declinatie binnen de maatschappijen van de groep vergewissen;
- de geschillen tussen de maatschappijen van de groep oplossen;
- ervoor zorgen dat het management de belangrijke risico's heeft geïdentificeerd en de gepaste maatregelen heeft genomen om ze te beheeren;
- de structuur, de organisatie en de planning van de op schaal van de groep ontwikkelde projecten bepalen en hun verantwoordelijken aanwijzen;
- de uitvoering van de activiteiten en van de projecten superviseren en de resultaten op basis van gepaste indicatoren analyseren;
- de aanpassingen en de verbeteringsmaatregelen beslissen, die het nodig acht om de projecten tot een goed einde te brengen en de doelstellingen van de groep te bereiken;
- de verslagen van de interne audit, de daaruit voortvloeiende actieplannen en de opvolging van hun uitvoering goedkeuren."

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2014/15277]

Buitenlandse consulaten in België

Op 4 september 2014 heeft Mevr. Jocelyne VANDERLINDEN de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek van Frankrijk te Charleroi uit te oefenen, met als consulaire ressort de stad Charleroi.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2014/15277]

Consulats étrangers en Belgique

Le 4 septembre 2014, Mme Jocelyne VANDERLINDEN a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République de France à Charleroi avec comme circonscription consulaire la ville de Charleroi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2014/15276]

Buitenlandse consulaten in België

Op 14 novembre 2014 heeft Mevr. Christine GYSELINGS de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek van Frankrijk te Bergen uit te oefenen, met als consulaire ressort de stad Bergen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2014/15276]

Consulats étrangers en Belgique

Le 14 novembre 2014, Mme Christine GYSELINGS a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République de France à Mons avec comme circonscription consulaire la ville de Mons.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2014/14914]

Benoeming

Bij koninklijk besluit van 23 augustus 2014 wordt Mevrouw Laurence WAUTERS vast benoemd in de klasse A1, met de titel van attaché, bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, in het Franse taalkader, met ranginneming op 1 juli 2013 en uitwerking op 1 juli 2014.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2014/14914]

Nomination

Par arrêté royal du 23 août 2014 Madame Laurence WAUTERS est nommée à titre définitif dans la classe A1, avec le titre d'attaché, auprès du Service public fédéral Mobilité et Transports, dans le cadre linguistique français, avec prise de rang au 1^{er} juillet 2013 et effet au 1^{er} juillet 2014.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.